

« Les leçons de la crise n'ont pas été tirées » Par Valéry Giscard D'Estaing

Propos recueillis par Catherine Chatignoux, Dominique Seux et Guillaume Tabard, Les Echos 26 mai 2011

Que peut-on attendre du G8 qui s'ouvre ce jeudi à Deauville ?.....	1
Quelle a été la cause de cette crise ?.....	1
Cette crise a-t-elle changé l'économie, et notamment le fonctionnement de l'économie de marché ?.....	2
Mais peut-on revenir en arrière ? Le G20 ne se montre pas d'une efficacité confondante... ..	2
Au fond, les Etats ont-ils encore la main face aux grandes entreprises, essentiellement financières ?	2
On sent les gouvernements tentés par un retour au protectionnisme. C'est une bonne stratégie ?.....	2
Quelles leçons tirez-vous de la crise de l'euro ?.....	2
Les Etats seraient tentés de sortir de la zone euro... ..	3
Comment jugez-vous l'action de Jean-Claude Trichet à la tête de la BCE ?	3
L'inculpation de Dominique Strauss-Kahn aura-t-elle des conséquences graves pour le FMI et pour la vie politique française ?	3
Quels sont à vos yeux les enjeux de la prochaine campagne présidentielle ?	3
Le prochain mandat devrait-il marquer le retour à un exercice plus traditionnel, plus arbitral, de la fonction présidentielle ?	4
Interviendrez-vous dans la campagne électorale ?.....	4
Que vous a inspiré l'abondance de la commémoration du trentième anniversaire de l'élection de François Mitterrand ?	4
Avez-vous davantage transformé la France durant votre septennat que lui en deuxseptennats ?	4
Lui reconnaissez-vous le mérite d'avoir fait l'euro ?	5
Est-ce que le populisme ne va pas pousser à un certain repli sur soi ?	5

Que peut-on attendre du G8 qui s'ouvre ce jeudi à Deauville ?

Le G6 que nous avons créé à Rambouillet en novembre 1975 avec Helmut Schmidt - devenu ultérieurement G8 -réunissait les chefs d'Etat et de gouvernement des grandes démocraties industrielles. Il avait pour vocation de permettre des échanges directs entre les grands responsables afin qu'ils puissent connaître les positions personnelles et les convictions intimes de chacun des membres sur les grands problèmes économiques du moment. Les sujets politiques, tels que la situation de la Libye, en étaient exclus.

Si, cependant, et en dépit de sa composition restreinte, le G8 traite aussi des problèmes de politique internationale, on ne peut que souhaiter qu'il réussisse. La question qui devrait être au centre du débat de Deauville est celle de la sortie de crise et de savoir si les pratiques bancaires ont été suffisamment réformées. Il semble qu'elles ne le soient pas. Que faut-il décider, alors, pour assainir définitivement les activités spéculatives des banques des pays du G8 ? Telle est la réponse attendue.

Quelle a été la cause de cette crise ?

Le système bancaire américain spéculatif a explosé. Les banques s'étaient lancées dans le rachat de créances (à travers la titrisation) sur des débiteurs qui étaient

insolvables. Le tout s'est accompagné de comportements imprudents consistant à camoufler les risques. Tout au long des années 2000, les profits de l'économie réelle ont été confisqués par le système financier qui s'est mis à travailler pour son propre compte et celui de ses dirigeants, dans des conditions extravagantes.

Les responsables politiques n'ont pas compris cette situation. Il y a eu une sorte d'affolement du système bancaire qui a appelé le monde économique et politique à son secours. Des aides astronomiques ont été avancées. Depuis, les banques françaises ont annoncé 20 milliards de profits en 2010, moins de deux ans après, mais les pratiques sont restées les mêmes...

Cette crise a-t-elle changé l'économie, et notamment le fonctionnement de l'économie de marché ?

Malheureusement, cela n'a rien changé. C'est la première crise de la mondialisation. Les banques des divers pays étaient liées par un réseau de financements croisés qui les rendait incapables de mesurer leurs risques réels. Il va falloir revenir à un concept de mondialisation plus sain et plus réfléchi. La mondialisation des transports, des communications, de l'information est légitime. Mais le risque financier doit rester contrôlé. Il faut en avoir conscience : si l'on ne fait rien, il y aura d'autres crises, sans doute plus graves.

Mais peut-on revenir en arrière ? Le G20 ne se montre pas d'une efficacité confondante...

Jusqu'à présent, cette structure n'a pas produit beaucoup de résultats. Le débat sur la réforme du système monétaire international, lancé notamment par la France, ne peut pas aboutir. Avec les taux de change flottants, on ne peut pas organiser de système... Aux Etats-Unis, on a élaboré de bons textes, mais ils butent sur le lobbying des banques.

Au fond, les Etats ont-ils encore la main face aux grandes entreprises, essentiellement financières ?

Le monde a basculé dans la spéculation financière, il faut la limiter. Pourquoi les banques françaises ont-elles acheté des titres grecs ? Elles ont participé elles aussi à la dérégulation. Ce n'est pas leur métier. Il faudrait réaliser en Europe ce que Mario Draghi appelle une « dépollution du système bancaire ».

On sent les gouvernements tentés par un retour au protectionnisme. C'est une bonne stratégie ?

Le retour au protectionnisme, ce ne sera pas pour cette fois, mais lors de la prochaine crise. D'un seul coup, la logique de la mondialisation apparaîtra alors comme inadaptée.

Quelles leçons tirez-vous de la crise de l'euro ?

Il n'y a pas de crise de l'euro ! La monnaie unique se porte très bien, trop bien même pour certains. Ce que l'on n'a pas prévu, en revanche, ce sont les règles du jeu lorsqu'une grande collectivité territoriale, comme la Grèce, fait faillite. Certains

pays ont mené une gestion dévergondée de leurs finances publiques et devraient normalement être déclarés en faillite. Les Européens veulent l'éviter, car les porteurs de dette s'en inquiètent et l'on craint un effet de contagion aux pays voisins, ce que je ne crois pas. Il faut prévoir pour l'avenir ce que l'on fera si ce type de crise se reproduit. Ceux qui font des écarts de gestion, États ou grandes institutions financières, devront en supporter eux-mêmes les coûts.

Les Etats seraient tentés de sortir de la zone euro...

S'ils ne parviennent pas à revenir vers l'équilibre, ils pourraient en effet être amenés à sortir de la zone euro pour pouvoir dévaluer. Ce serait un désastre pour eux... pas pour la zone euro.

Je remarque que cette crise de la dette ne touche aucun des pays fondateurs de l'Europe. Les autres ne se sont sans doute pas assez imprégnés de la culture, de l'esprit qui a prévalu au moment de sa création. Il n'en reste pas moins que la France et l'Allemagne portent une lourde responsabilité, car ils ont empêché, dans les années 2000, l'application du Pacte de stabilité.

Comment jugez-vous l'action de Jean-Claude Trichet à la tête de la BCE ?

Il a un excellent bilan. Il a eu les bonnes réactions au début de la crise, lorsqu'il s'agissait d'aider les institutions en difficulté et une bonne évaluation de l'action conjoncturelle à mener, y compris lors de la reprise récente de la hausse des taux d'intérêt.

L'inculpation de Dominique Strauss-Kahn aura-t-elle des conséquences graves pour le FMI et pour la vie politique française ?

Sur le plan international, je ne le pense pas. Certes, Dominique Strauss-Kahn a contribué à porter le Fonds monétaire international au niveau d'expertise qu'exigeait la crise financière mondiale, mais l'institution est solide et dispose de bonnes équipes. Quant à la France, je souhaiterais que cet événement triste et pénible soit traité avec sobriété, dans le respect des décisions de justice.

Quels sont à vos yeux les enjeux de la prochaine campagne présidentielle ?

Retrouver une croissance forte et continue, pour offrir des emplois aux jeunes ! La France doit retrouver une meilleure compétitivité. Faute de quoi, nous continuerons de nous laisser distancer par nos concurrents. Notre système éducatif est désormais tourné vers la gestion et pas suffisamment vers la production. Des réformes importantes ont été menées en faveur de l'enseignement supérieur. Mais il faut nous fixer pour priorité de former de bons ingénieurs à tous les niveaux du secteur productif. Nous aurons davantage besoin d'inventeurs et de techniciens que de gestionnaires. Nous devons aussi favoriser l'émergence de PME disposant d'une taille minimale pour pouvoir innover, investir et exporter. Il faut enfin sortir de la divagation fiscale dans laquelle nous sommes plongés. La France est le seul grand pays industriel au monde où les dirigeants d'entreprise ne connaissent pas le régime fiscal auquel ils seront soumis l'année suivante ! La dernière trouvaille est

de vouloir augmenter les droits de succession en ligne directe, alors qu'ils sont faibles ou inexistant dans la plupart des pays voisins. On s'éloigne de la règle d'or de la fiscalité qui consiste à avoir « une assiette large et des taux modérés ». C'est cette règle qui assure la paix fiscale et procure des rentrées régulières.

Le prochain mandat devrait-il marquer le retour à un exercice plus traditionnel, plus arbitral, de la fonction présidentielle ?

Je le souhaite, car c'est l'esprit initial des institutions voulues par le général de Gaulle. Dans un pays comme le nôtre, nous avons besoin d'un système permettant d'amortir les conflits, de favoriser les compromis et de continuer d'aller de l'avant. C'est ainsi que cela a fonctionné avec le général de Gaulle, Georges Pompidou et moi-même. Et encore avec François Mitterrand, jusqu'en 1986.

Interviendrez-vous dans la campagne électorale ?

Je ne veux pas m'exprimer dans ce débat. Je soulignerai seulement qu'il conviendrait de limiter autant que possible le nombre de candidats. Il s'agit d'élire le président de la République française. Cela suppose des candidats disposant d'une réelle expérience de gestion des affaires publiques, et ayant eu le temps de se construire une image nationale. Il faudrait qu'émerge dans chaque camp une personnalité capable d'obtenir de 25 à 30 % au premier tour. De ce point de vue, la primaire socialiste me paraît logique.

Que vous a inspiré l'abondance de la commémoration du trentième anniversaire de l'élection de François Mitterrand ?

Ce « show festif » n'avait qu'un objectif : préparer l'échéance de 2012, au bénéfice de la gauche, en essayant de capter ce qui est captable dans l'image de François Mitterrand. Cette célébration n'a été possible qu'en occultant tout ce qui fut négatif dans son bilan.

Avez-vous davantage transformé la France durant votre septennat que lui en deux septennats ?

C'est un fait. J'ai été élu six ans après la secousse de Mai 1968. Mon élection répondait à l'attente des Français de conduire le pays sur le chemin de la modernité tout en élargissant le champ des libertés personnelles. Ce furent les lois sur l'interruption volontaire de grossesse et le divorce ou l'abaissement de l'âge du droit de vote, ou encore, pour l'économie, l'instauration de la liberté des prix. Ces changements ont été acceptés par les Français et aucun gouvernement, de droite comme de gauche, ne les a jamais remis en cause.

François Mitterrand, finalement, a accompli assez peu de choses. Il me l'avait d'ailleurs dit lui-même. Il n'a pas touché aux institutions, alors qu'il les avait vilipendées. C'était un homme de grand talent, habile et cultivé, mais ce n'était pas un créateur. Il ne portait pas grand intérêt aux affaires économiques. Son action fut marquée par un nombre incroyable d'allers et retours sur ce plan. N'oublions pas qu'il avait nationalisé notre économie au moment même où le monde avançait vers l'économie de marché. Il avait rétabli le contrôle des changes en 1981. J'ai gardé dans un tiroir mon carnet de contrôle des changes. C'était extravagant ! Et cela n'a pas empêché trois dévaluations successives.

Lui reconnaissez-vous le mérite d'avoir fait l'euro ?

Il est monté dans le train de l'euro. Mais il ne l'a pas créé. L'origine de l'euro, c'est le Système monétaire européen dont nous avons jeté les bases avec l'Allemagne en 1978.

Est-ce que le populisme ne va pas pousser à un certain repli sur soi ?

C'est une expression que je n'aime pas. Elle est méprisante. Pourquoi ne pas reconnaître au peuple le droit de réfléchir ? Même s'il peut se tromper. Derrière ses inquiétudes, il y a le sentiment de stagnation relative de l'Occident et de paupérisation relative de l'Europe face aux pays émergents. Regardez la Chine : elle fait aujourd'hui, avec sa propre technologie, ce qu'elle nous demandait de faire il y a vingt ans. La vitesse à laquelle elle assimile les techniques est étonnante.

Propos recueillis par Catherine Chatignoux, Dominique Seux et Guillaume Tabard, Les Echos